

## Des soldats djiboutiens ou le viol comme arme de guerre



10 femmes djiboutiennes ont fait la grève de la faim à Arcueil en France, du 25 mars au 13 avril. Leur action pour dénoncer les viols des femmes Afars par les soldats de l'armée djiboutienne, et leur impunité a eu un retentissement important en France et par le monde.

Le comité des femmes djiboutiennes contre les viols et l'impunité (COFEDVI), soutenu par l'Association Française Femmes solidaires, dénonce depuis 24 ans, les viols des femmes Afar par les soldats.

Depuis le début du conflit armé entre le régime de Djibouti et le FRUD en 1991, des centaines de femmes ont été violées par l'armée gouvernementale. Ces crimes se déroulent (près) des bases militaires française, américaine, nippone et chinoise. C'est pourquoi le Comité lance un appel à la communauté internationale pour qu'elle condamne les viols et l'impunité de ces crimes.

Les viols qui sont perpétrés dans les régions du Nord et du Sud-Ouest, sont utilisés comme une arme de guerre, visant à détruire l'identité des communautés. L'impunité des soldats, érigée en système rend impossible toute reconstruction pour ces femmes. Ces femmes ont quatre exigences: la reconnaissance des viols comme crimes de guerre, l'ouverture d'une enquête internationale, le jugement des soldats suspectés de viol et le respect des conventions régionales et internationales ratifiées par Djibouti.

Au cours de ces 19 jours où ces femmes courageuses ont jeûné, la presse

française et internationale a relayé abondamment cet événement, mettant en porte à faux le pouvoir de Djibouti.

Elles ont reçu la visite de nombreux parlementaires français.es, de député.es européennes, de maires, d'anciennes ministres, d'une délégation de l'Amicale Panafricaine. Elles ont reçu aussi l'ambassadrice des droits de l'Homme du Ministère des Affaires Étrangères **Mme Sparacino-Thiellay**, qui s'est entretenue avec les grévistes de la situation des femmes djiboutiennes, des viols et violences dont elles sont victimes de la part des soldats de l'armée djiboutienne.

De nombreuses associations aux côtés du COFEDVI et de Femmes solidaires, dont l'association pour le respect des droits humains à Djibouti, le CNIDFF, l'Assemblée des Femmes, et les FEMEN, ont relayé la parole des femmes djiboutiennes et ont permis de faire entendre leurs revendications. Grâce à leur détermination, les 10 grévistes de la faim ont obtenu :

- Que la situation d'atteinte aux droits humains et les intolérables viols et violences massifs à Djibouti soit révélée dans le monde et dans les plus hautes instances européennes

-L'assurance que la question des violences commises contre les femmes, notamment des viols et de l'accès à la justice des victimes soit évoquée dans les échanges bilatéraux entre la France et Djibouti

- Que l'Ambassadrice des droits de l'Homme continue à assurer un contact et un suivi régulier avec les ONG qui accompagnent les victimes de ces violences

- Grâce à leur courage sans faille, et le réseau qu'elles ont animé, elles sont en mesure d'annoncer la création d'un comité de suivi de ces plaintes constitué des premiers soutiens :

- Yvette Roudy, ancienne ministre ; Marie-George Buffet, députée et ancienne ministre

- Geneviève Couraud, présidente de l'Assemblée des Femmes ; Marie-Christine Vergiat, députée européenne

- Myriam Thiam, responsable de l'Amicale Panafricaine ; Anne-Cécile Mailfert, présidente de la Fondation des Femmes ; Annie Guilberteaud, directrice générale du CNIDFF

- FEMEN ; Sabine Salmon, présidente nationale de Femmes solidaires

En plus du comité de suivi, et des liens établis avec des avocates françaises et belges, un collectif des Femmes contre le Viol et l'Impunité en Afrique a été créé grâce aux femmes grévistes Djiboutiennes.

Et surtout des djiboutiennes résidentes en Belgique ont décidé de prendre le relais et ont commencé à leur tour une grève de la faim à Bruxelles, le 25 avril. Ces femmes dénoncent les viols des femmes par des soldats djiboutiens et se placent dans la continuité des actions menées en avril en France., pour sensibiliser, l'Union européenne, le parlement européen, la Belgique et les autres États membres de l'Union européenne.

Cette grève de la faim qui intervient dans un contexte politique très tendu , a eu de fortes répercussions à Djibouti, ce qui irrite le pouvoir au plus haut point, qui harcèle et intimide les familles des grévistes.